

Actualité Internationale



Barack Obama et ses conseillers, Ben Rhodes et David Axelrod dans le bureau Ovale en 2010.
PETE SOUZA/THE WHITE HOUSE/REUTERS

Ben Rhodes, ex-conseiller adjoint à la sécurité nationale « Obama veut combattre le nationalisme en Europe »

INTERVIEW

EXCLUSIF Dans un livre qui sort demain, ce proche de l'ex-président américain livre ses confidences sur sa politique étrangère, ses combats, sa nouvelle vie

Plume du président Obama pour ses interventions de politique étrangère, Ben Rhodes a souvent été éreinté par la presse conservatrice américaine. Moqué pour son manque d'expérience après son installation à la Maison-Blanche à l'âge de 31 ans, l'ex-conseiller adjoint à la sécurité nationale poursuit son engagement au service de l'ancien chef d'État jusque dans sa retraite. Dans son livre* qui sort en France demain, il livre le portrait d'un Obama plus intime, plus cérébral, plus visionnaire que ceux publiés jusqu'à présent.

Êtes-vous persuadé, cinq ans après, que Barack Obama a fait le bon choix de ne pas frapper le régime syrien après ses attaques à l'arme chimique en 2013 ?

C'était une décision très difficile à prendre. Barack Obama savait que ces frappes étaient légitimes compte tenu de ce que nous savions des attaques chimiques contre la population. Mais il pensait que les

frappes pouvaient échouer. Si l'on regarde les choses en face, le seul moyen de rétablir un équilibre dans cette guerre aurait été de se débarrasser de Bachar El-Assad. Cela nous aurait probablement amenés dans une autre guerre, comme en Irak, avec un soutien de l'opinion américaine non acquis.

Pourquoi ne mentionnez-vous pas François Hollande, qui a essayé, en vain, de convaincre Obama de bombarder le régime d'Assad ?

Mon livre évoque essentiellement les relations que j'ai tissées avec Barack Obama au long des huit années passées ensemble en campagne et à la Maison-Blanche. Les chefs d'État étrangers ne sont pas les personnages principaux. J'ai préféré prendre du temps pour expliquer pourquoi Obama avait choisi de se lier à un vote du Congrès pour être autorisé à frapper. Cela ne retire rien au fait que François Hollande était effectivement le plus engagé sur la nécessité d'agir en Syrie. C'est tout à son honneur alors que sa politique intérieure était contestée.

La décision de passer par le Congrès avant de frapper a suscité une méfiance durable de la France et d'autres alliés, comme si l'on ne pouvait plus compter sur les États-Unis...

C'est exagéré. Certes, Obama voulait prouver qu'il était capable de réduire l'engagement militaire des États-Unis à travers le

monde, comme il l'avait promis. Mais la suite de l'histoire a montré que nous avons été très actifs contre Daech, très engagés dans la défense de l'accord de Paris sur le climat, dans une politique de sanctions contre la Russie ou dans la négociation pour la conclusion des accords de Vienne sur le nucléaire iranien. Contrairement à ce que certains Européens croient, Donald Trump n'a pas poursuivi une politique de repli qui aurait été entamée par son prédécesseur. Obama est resté l'un des plus actifs dans la défense du multilatéralisme et dans le soutien aux alliés.

Éprouve-t-il malgré tout des regrets sur la tragédie syrienne ?

Tout le monde peut regretter ce qui s'est passé. La Syrie était l'un des plus grands défis stratégiques de ce nouveau siècle. Personne ne peut dire que le cours de l'histoire aurait radicalement et favorablement changé si nous avions bombardé le régime d'Assad. Il est trop simple de dire « on frappe » en espérant que ça puisse tout changer.

On a dit que la fameuse expression « leading from behind », née à l'occasion de l'intervention en Libye et laissant entendre que les États-Unis pouvaient participer à des opérations militaires sans les diriger, était de vous. Est-ce vrai ?

Elle n'est pas de moi, on m'a enfermé dans cette phrase. Mais c'était une bonne façon de résumer la volonté du président de faire

comprendre que nous ne souhaitions plus être les gendarmes du monde. C'était aussi une façon d'encourager d'autres nations et responsables à prendre ou partager le leadership.

Pour Trump, si l'Amérique doit intervenir, c'est forcément en tête...

Sa vision des choses est incroyablement destructrice. Il est en train de mettre à bas l'ordre mondial que les États-Unis ont contribué à forger ces soixante-dix dernières années à l'Otan, aux Nations unies, à l'OMC, dans les grandes enceintes internationales où l'on peut essayer de résoudre les choses collectivement. Trump est un extrémiste. Sa politique aura de graves conséquences pour le monde. Il remet en cause la crédibilité de notre pays, se conduit comme un caïd sans respecter les règles. L'Europe sait dans quels genres de conflits catastrophiques ces comportements peuvent nous mener.

Trump pourrait pourtant être réélu en 2020. Qu'en pensez-vous ?

La présidentielle de 2020 sera cruciale. Dans tous les pays où je me rends, je vois bien que les gens se posent la question de savoir si notre pays a changé à cause de Donald Trump ou s'il s'agit d'une erreur. Réparer ce doute va prendre des années. Alors que les chiffres parlent d'eux-mêmes. Obama reste le président le plus populaire de l'histoire contem-

poraine et Trump a été élu avec moins de voix que Mitt Romney n'en a eues lors de la réélection d'Obama en 2012 !

Donald Trump aurait-il été élu si Hillary Clinton n'avait pas été candidate ?

Il y a deux Amériques en Amérique. Celle d'Obama qui représente la diversité. Et celle de Trump qui a peur du changement. L'histoire des démocrates montre que les réformateurs et les outsiders ont toujours été préférés aux candidats de l'institution. Hillary Clinton, John Kerry et Al Gore ont été battus alors qu'ils n'étaient pas de mauvais candidats sur le fond. Les Américains veulent de l'authenticité, du parler vrai et de la proximité.

Vous savez mieux que quiconque qu'Emmanuel Macron s'est inspiré de la campagne d'Obama pour gagner la présidentielle de 2017. Au bout de deux ans, tous les deux ont été surpris par le Tea Party d'un côté et par les Gilets jaunes de l'autre...

Pourtant, Obama ne vient pas de l'élite et il savait se connecter avec les gens. Un jour, je l'ai vu avec Hillary Clinton entrer dans un bar en Caroline du Nord. Le public était notoirement conservateur. Hillary est sortie au bout de cinq minutes. Obama, lui, est resté une heure. Il savait parfaitement qu'il ne convaincrait personne de voter démocrate, mais il pensait que c'était ce que les gens attendent d'un président honnête.

On disait pourtant Obama hautain, et Macron est critiqué pour son arrogance. Quelle leçon en tirer ?

Macron se fait attaquer des deux côtés, sur sa droite comme sur sa gauche. Ça complique sa capacité à réagir. Les gens le sentent trop loin. Pour remédier à ce côté élitiste, il faut se mettre à l'écoute des gens, mettre en place une politique de réduction des inégalités, faire en sorte que les institutions soient plus proches des citoyens. Ce même conseil vaut pour les institutions européennes, perçues comme insuffisamment démocratiques, un problème pour Macron pleinement engagé en faveur d'une Europe plus forte.

Que veut faire la fondation qu'Obama a créée ?

Obama veut combattre le nationalisme et le racisme en Europe. La fondation essaie de mettre en relation des jeunes leaders, chacun dans son domaine, pour créer des réseaux qui se battent sur des valeurs progressistes. Vous pouvez qualifier cet effort apolitique de plateforme alternative à celle que met en place Steve Bannon avec les populistes et l'extrême droite en Europe. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
FRANÇOIS CLEMENCEAU

Obama Confidential, éditions Saint-Simon, en librairie demain.